

Lutte des classes

TRIBUNE FRANÇAISE DE WORKERS INTERNATIONAL (POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE)

N° 11

10 SEPTEMBRE 2013

luttendesclasses@live.fr

Retraites: Vive le capital! A bas le travail!

C'est sous ce titre sans équivoque que le journaliste économique de Médiapart, Laurent Mauduit, commente le 28 août l'annonce gouvernementale de la nouvelle « réforme » des retraites, « une réforme pro-patronale ou si l'on préfère une réforme antisociale, qui va accentuer les inégalités, au lieu de les réduire ».

Et il s'exclame :

« **Le capitalisme noie toute chose dans les eaux glacées du calcul égoïste.** » A examiner de près la réforme des retraites que le premier ministre, Jean-Marc Ayrault, a dévoilé mardi soir, on en vient presque à éprouver l'envie d'interpeller le gouvernement socialiste en usant de la formule célèbre de Karl Marx. Car s'il faut dire les choses brutalement et user d'une phraséologie qui est depuis longtemps passée de « mode », (mais qui demeure néanmoins juste et adéquate), « c'est une réforme de classe qui a été dévoilée. Une réforme qui fait, encore une fois, la part belle au capital et qui fait bien peu de cas du travail ».

Les faits sont largement relatés par la presse. Le gouvernement envisage de relever le taux de cotisation de retraite, la part patronale comme salariale, de 0,3% entre 2014 et 2017 afin de réunir deux fois 3,2 milliards d'euros et réduire le déficit prévu pour l'an 2020 de vingt milliards. Alors qu'il doit sortir tous les ans 60 milliards pour les spéculateurs sur la dette publique (y compris les banquiers privés français), il ne peut faire face aux injonctions de Bruxelles quant au respect du dogme de 3% de déficit public, qu'à coup de matraque sur ses propres travailleurs, jeunes et retraités, actuels et futurs. Ce bricolage, pas plus que celui de Sarkozy, ne règle le problème des retraites. Pas plus que le rallongement des années de cotisation de 41,5 à 43 ans. Les paroles socialistes sont devenues des actes : « Le changement, c'est maintenant ! » est devenu « La retraite à 70 ans, c'est maintenant ! »

Pour les ouvriers, qui n'ont que six ans et demi de chances de profiter de la retraite à 65 ans, contre 11 ans pour les cadres, les socialistes bourgeois n'ont que de vagues promesses au sujet de la « pénibilité du travail » - qui paiera, combien et quand ? - alors qu'au patronat on promet tout de suite, en espèces sonnantes et trébuchantes, de compenser la cotisation de 0,3% par l'abaissement de leurs cotisations familiales. Donc, c'est encore et toujours les

travailleurs qui vont payer pour les bourgeois, dont les 500 familles les plus riches ont vu leur revenu augmenter de 25% en un an ! Si la social-démocratie signifie collaboration entre les classes ou compromis entre les classes, celle de François Hollande n'en fait plus partie, car elle s'est vouée corps et âme au capital :

« Pas la moindre esquisse de compromis entre le monde des employeurs et celui du monde des salariés !... même pas un petit geste, fût-il symbolique, sauf dans le cas de la pénibilité, pour faire illusion », se lamente notre ami journaliste de Médiapart *La France est entrée dans un nouveau capitalisme, beaucoup plus tyrannique que le précédent, un capitalisme où les actionnaires comptent beaucoup, et les salariés très peu - donc un capitalisme qui ignore le compromis social. C'est en quelque sorte cette soumission à ce capitalisme patrimonial de la part des socialistes que révèle donc cette réforme des retraites.* »

Ce qui révolte à juste titre, et pas seulement l'auteur cité, c'est le cynisme de Moscovici, cette gauche libérale qui siège au gouvernement côte à côte avec cette autre gauche nommée Valls - pas du tout libérale celle-là, mais « contaminée par le FN » - qui sous l'étiquette de gauche se couche à plat ventre devant le patronat. Non seulement il a fait cadeau au patronat de 20 milliards de « crédit d'impôt recherche », ce qui est un cadeau aux actionnaires, car en matière de « recherche » il n'y aura aucun contrôle fiscal des règles à respecter - « il suffit de deux lignes à remplir pour pouvoir en bénéficier », a indiqué le « ministre des entreprises » aux patrons du Medef (« Pierre Moscovici cajole les patrons », *Le Monde* 31 août), - ce qui permet à la presse de parler de « tango d'amour Moscovici-Gattaz ». Or le prix de cet amour se monte pas à moins de 100 milliards d'euros de baisses fiscales que réclame Gattaz. Evidemment, il fait partie de ces bons patrons patriotes si chers à Montebourg, car il précise : « Je ne demanderait pas 50 milliards en 2014... »

Celui qui ne voit pas dans ces paroles la gentillesse de classe ne peut être qu'un marxiste archaïque. Plus les valets socialistes du capital donnent, plus on leur demandera ! Et on ne leur dira même pas merci, on les chassera du pouvoir lorsqu'on n'aura plus besoin de leurs services ! Jusqu'au jour où aucune classe sociale ne sera plus satisfaite du pou-

voir socialiste, où Moscovici ne sera plus ministre, même plus socialiste, car, « incompris » à gauche comme à droite, il sera obligé de s'accrocher à l'ascenseur que le patronat lui offrira à titre de récompense de bons et loyaux services. Il passera du public au privé, et changera ses pantoufles.

Quand aux parlementaires socialistes, ceux de gauche comme de droite, ne sont-ils pas les premiers à s'opposer à toute réforme de leur retraite à régime très spécial, qui leur garantit 2400€ minimum à 62 ans avec deux mandats (dix ans de « travail » connu comme très pénible) ! La cagnotte de retraites du Sénat est si spéciale que même la Cour de compte ne peut y accéder qu'à travers le trou de serrure. Les journalistes de la grande presse ne cessent de nous opposer à ceux qui ont des régimes de retraite un peu meilleurs (enseignants, cheminots, agents de l'EDF), alors qu'ils ne parlent jamais de leurs abattements fiscaux très spéciaux. Pourquoi tout ce beau monde se révolterait-il au sujet d'un maçon qui à 62 ans a un pied dans l'hôpital et l'autre dans la tombe, en ayant même pas 900€ par mois, et qui est de surcroît portugais ?

Le combat contre les dérives du gouvernement bourgeois socialiste, (sociales et internationales,) est inséparable de la lutte contre l'influence grandissante de l'extrême droite dans ce pays, car il lui crée son terrain fertile, et jette dans ses bras les pauvres écrasés et désespérés, avant tout chômeurs et retraités.

Pour conclure, reprenons l'appel d'un autre ami du site :

« Messieurs Hollande et Ayrault, nous ne voulons pas de cette « réforme » des retraites que vous voudriez faire passer pour une réforme. Vous n'êtes plus de gauche, vous n'en avez même pas le nom. Non, vous êtes des libéraux, les mêmes qu'à l'UMP. Vous faites la même politique, voire pire. La vraie gauche quant à elle sera dans la rue le 10 septembre... et après : avec les syndicats, avec les salariés du public et du privé, avec les retraités, avec les chômeurs et les travailleurs à temps partiel non choisis, avec les femmes victimes des inégalités salariales, avec les économistes atterrés, avec le parti de gauche où je milite, avec les forces du front de gauche rassemblées pour ce combat ! A bientôt donc, dans la rue comme la dernière fois. » (François desbois.)

Radoslav Pavlovic

Et la retraite des femmes travailleuses?

Toutes ces soi-disantes « réformes » de retraites depuis quinze ans passent sous silence la situation scandaleuse des femmes travailleuses, dans la vie active comme en retraite. Au cours des dernières générations le capitalisme a obligé les femmes à sortir du foyer, car le salaire du mari ne suffisait plus pour nourrir et élever les enfants. D'où une carrière professionnelle hachée en dents de scie, interrompue et lésée par les grossesses, difficulté d'acquérir une bonne qualification. Or, elles supportent toujours la part écrasante du travail à domicile et leur salaire est toujours inférieur à celui des hommes, à travail égal, de 27%. Les décotes qu'on y applique pour déterminer la retraite font que les femmes travailleuses sont condamnées à des retraites de misère.

C'est pourquoi il faut absolument soutenir l'appel des 24 femmes économistes, syndicalistes et militantes des droits de femmes pour la manifestation du 10 septembre :

« Très loin du compte »: c'est ainsi que les 24 signataires de cet appel, économistes, syndicalistes, féministes... jugent

le projet gouvernemental de réforme des retraites. **Geneviève Azam, Annick Coupé, Christiane Marty** appellent « les femmes et les hommes de toutes générations à manifester le 10 septembre pour défendre l'égalité des droits ».

« Le gouvernement avait promis une réforme des retraites « basée sur l'équité », mais le projet qu'il a présenté ne répond pas à sa promesse et poursuit la logique des réformes passées. Les mesures en direction des femmes sont très marginales, alors que les inégalités de pension entre les sexes sont importantes : la pension de droit direct des femmes est inférieure en moyenne de 42 % à celle des hommes, leur pension globale de 28 %. Les femmes ont en moyenne des carrières plus courtes que les hommes ; elles partent plus tard à la retraite (1,4 an plus tard pour les personnes parties en 2008) ; elles sont plus souvent concernées par la décote et bénéficient beaucoup moins de dispositifs comme la surcote ou la retraite anticipée pour carrières longues. » (Médiapart, 9 septembre 2013)

Une bonne lecture utile et importante Robespierre, reviens!

(Alexis Corbière-Laurent Maffries. « Robespierre, reviens ! » Paris, 2012, Ed. Bruno Leprince, 126p.)

La grande Révolution française (1789-1794), comme depuis toujours toutes les révolutions de l'histoire, ont provoqué des attaques féroces et hystériques accompagnées de calomnies mensongères et furiieuses de la part des classes possédantes et de leurs représentants politiques et idéologiques. Car les leçons inestimables de ces « moteurs de l'histoire », de même que leurs exemples stimulants, constituent une partie non négligeable de l'armement théorique du prolétariat pour sa défense et son émancipation. Ainsi les ouvriers et tous les travailleurs sont amenés à confronter ces attaques et à défendre leur héritage révolutionnaire précieux. Engels nous avertissait déjà que la lutte de classes, en plus de l'économie et de la politique, se livre aussi sur le plan théorique et idéologique. En défendant ce passé, nous préparons l'avenir. Car celui qui n'a pas de passé, n'aura point de futur.

La bourgeoisie française avait et a toujours intérêt à défigurer et à salir la Révolution française - pourtant accoucheuse de la victoire de son ordre social - afin de barrer la route à la révolution nouvelle, en falsifiant son histoire et en salissant ses véritables dirigeants, en particulier les plus conséquents comme Robespierre. Dès la consolidation de son pouvoir par le virage réactionnaire de Thermidor et l'avènement de Bonaparte - face aux exigences populaires -, elle s'est tournée vicieusement contre les « excès » de celles-ci, pourtant les seules bases et origine de sa victoire sur la noblesse. Elle a accentué encore plus son hostilité haineuse contre ce dynamisme populaire et les dirigeants éclairés, tels que Robespierre, Saint-Just et d'autres, même après de longues décennies, pendant ses luttes difficiles pour affermir son pouvoir politique.

Il était donc dans l'ordre des choses qu'au moment de son déclin accentué, alors qu'elle doit se défendre bec et ongles dans son agonie, elle passe finalement, par la pratique impitoyable et barbare du dit « néolibéralisme », à un stade supérieur de ces attaques. Alors qu'auparavant elle s'est limitée à condamner les « outrances » de la Révolution, en réalité à salir la Révolution elle-même et ses dirigeants authentiques, cette fois-ci, elle va carrément jusqu'à vouloir amputer la Révolution de l'histoire de la France et de l'humanité.

Le grand mérite de ce petit livre dont l'un des auteurs (A. Corbière) est secrétaire du Parti de Gauche, réside non seulement dans la restitution du vrai visage révolutionnaire de Robespierre, qui fut en même temps le précurseur de nombreuses idées et conceptions progressistes. Quiconque veut connaître l'origine de plusieurs idées que nous affirmons aujourd'hui, comme par exemple, celle de l'égalité des hommes contre les privilèges, la Constitution de la Révolution (la plus démocratique, jamais appliquée !), la scolarisation générale, etc., les trouvera énoncées pour la première fois dans l'histoire par Robespierre.

En outre, la qualité du livre est rehaussée par la présentation de l'attaque générale contemporaine contre Robespierre et contre la Révolution française en général. La figure de proue de cette agression générale a été François Furet qui, lors du 200^{ème} anniversaire de la Révolution, a développé son attaque de fond en écrivant la version réactionnaire de son histoire. Ce Furet, ancien membre du parti communiste, se prétendait un intellectuel dont les livres successifs et faux ont visé, ni plus ni moins, qu'à bannir cette grande Révolution comme une perversion de l'histoire. Selon lui, « 1789 ouvre une période de dérive de l'histoire » (p.67-68) ; et il ajoute que « ...de Gaulle semble avoir trouvé la clé de cette République monarchique qui réconcilie, deux cents ans après, l'Ancien régime et la Révolution. » (?? - p. 69-70)

Rien d'étonnant à ce que la droite et la pseudo-gauche d'aujourd'hui se reconnaissent pleinement dans la prose ignorante et réactionnaire de Furet. Ces politiciens comme toute la presse bienpensante lui rendent gloire, ainsi qu'à l'idéologue contre-révolutionnaire Tocqueville réhabilité par ce même Furet. L'exposé de vues et d'attitudes variées sur la Révolution, mais profondément contre-révolutionnaires quant au fond et à la forme et qui s'appuient sur ces propagandistes déguisés en intellectuels, constitue une valeur particulière du livre. Celui-ci cite, par exemple, le politicien bourgeois Copé qui disait à la radio en 2010 : « La Révolution a fait beaucoup de mal et a fracturé la société, elle a désapprivoisé aux Français le goût de l'effort ». (p. 78) Pour ce même Copé, Mélenchon « n'est autre qu'un leader populiste et démagogique dont certains propos n'ont rien à envier de ceux du FN (?!), lorsqu'il nous explique (...) que Robespierre est son héros alors qu'il s'agit d'un tyran sanguinaire qui a déshonoré la Révolution française ». (p. 80) Mais contrairement à sa pensée, en réalité Copé rend par là un hommage involontaire à Mélenchon qui défend la Révolution française contre ces attaques. Mais franchement, Copé a perdu les pédales en comparant Mélenchon à un tel ennemi de la Révolution comme Le Pen...

L'une des grandes qualités de ce livre est le compte-rendu précis où les auteurs racontent comment la droite a torpillé les efforts visant à donner le nom de certaines rues aux vrais dirigeants de la Révolution. Ils constatent, à juste titre que « ...l'absence de rues, places ou monuments dédiés à sa mémoire (Robespierre) à Paris est très significative... aujourd'hui encore dans la capitale française, il n'existe nulle trace de Robespierre, ni de Saint-Just ou même de Marat, trois personnages majeurs des années révolutionnaires... » (p. 88-89)

Mais ce qui est révélateur et très caractéristique de la prétendue « gauche » - ce que les auteurs expriment par le titre de l'un des sous-chapitres du livre - c'est que « depuis 2001, ce sont des élus PS alliés à la droite qui s'opposent à une rue Robespierre ». Plusieurs tentatives ont été faites au conseil municipal de Paris par les élus de la vraie gauche, en

(suite page2)

Le dernier film de Ken Loach, « L'esprit de 1945 »

Montée et déclin de l'Etat providence

Souvenirs et réflexions sur la victoire de la gauche britannique en 1945

La particularité de l'œuvre et du personnage de Ken Loach, c'est qu'une chaleur humaine omniprésente et une confiance politique indéfinissable s'en dégagent. Pour nous, ouvriers et militants ouvriers et socialistes du monde entier, son œuvre va largement au-delà des frontières du Royaume-Uni. Elle est au cœur des tentatives récentes des travailleurs de Grande Bretagne de se doter d'un front ouvrier unitaire, conséquent et démocratique.

Grâce à un dévouement sans faille à la classe ouvrière, Ken Loach est devenu son œil, sa caméra, mais aussi son esprit, sa réflexion, son militant politique. Il n'y a pas de meilleur moyen pour familiariser les jeunes générations avec l'histoire des espoirs et des échecs du mouvement ouvrier du XX^e siècle que les films de Ken Loach. A gauche il est aimé autant par les jeunes que par les « vieux ». Son attachement à l'unité des travailleurs, autant que sa modestie politique personnelle en font l'exemple à opposer à tant de dérives sectaires ou tentations mégalomanes des dirigeants « élus » ou « infaillibles », en Angleterre comme en France, ou ailleurs.

On n'arrive pas à s'empêcher de penser à son lointain ancêtre Ernest Jones, ce magnifique dirigeant du mouvement chartiste au début des années cinquante du XIX^e siècle, le premier mouvement politique de la classe ouvrière, qui galvanisait des dizaines de milliers de « gueules noires » et leurs familles dans des prés publics, sous la pluie, car les bourgeois leur interdisaient un quelconque local en ville. Non pas que Ken Loach lui ressemble, mais que ses films en suscitent le souvenir.

Le film est un documentaire composé des séquences de la souffrance de guerre, de la misère ouvrière avant la guerre et des espoirs immenses des travailleurs à la sortie de la guerre, pour changer la vie et se faire rembourser les sacrifices consentis, ne plus vivre dans les taudis et avoir un

travail stable, un salaire digne, le droit à l'école et à la santé. Si la bourgeoisie française, après avoir trompé et démoralisé les travailleurs en 1936, avec l'aide de Léon Blum et du PCF, a capitulé en dix jours, et donné les pleins pouvoirs à Pétain et embarqué ses biens meubles sur leur « tractions avant » en direction de Marseille, la classe dirigeante anglaise n'avait pas de choix : il fallait se battre ou disparaître sous la botte d'Hitler. La résistance s'est faite – certes, de manière inégale et équivoque – depuis la reine jusqu'au dernier ouvrier pauvre du Workhouse. Le grand maître de cette union nationale était Winston Churchill, et tout le monde le croyait installé pour l'éternité. Or les conservateurs perdirent les premières élections de 1945 par une victoire spectaculaire des travaillistes.

Et c'est le début de Welfare State, de l'Etat providence. Les ouvriers, fortement mobilisés et présents dans le Labour, l'obligent à des mesures spectaculaires : sécurité sociale pour tous, gratuité de l'école et de la santé, logement social pour tous, nationalisation des mines, de l'électricité, des chemins de fer, de l'eau... Des mesures inimaginables, non seulement pour des libéraux ou conservateurs mais aux yeux même des travaillistes, seulement quelques mois plutôt. Or cela marche, le pays se met au travail et la classe ouvrière change radicalement sa position sociale. C'est fini avec les toilettes au fond du jardin. La peur d'une révolution pousse la bourgeoisie à concéder des larges parts des droits et des richesses qu'elle monopolisait.

Bevan avait l'air d'un révolutionnaire, comparé à son héritier théorique Tony Blair – en pratique adepte de Margaret Thatcher - qui finit par démonter tous ces dispositifs quarante ans après le commencement du Welfare state. Ken Loach n'en parle pas. L'alternance des séquences entre deux époques, entre Bevan et Thatcher, est saisissante. Ken Loach les accompagne de témoignages de militants ouvriers anglais, enfants en 1945 et lutteurs

infatigables au côté des mineurs et des dockers de Liverpool dans les années 80, relayant souvenirs, colère et espoir. Parmi eux notre camarade Dot Gibson, membre du Workers International, ouvrière trotskyste depuis 1954, porte-parole des dockers de Liverpool et dirigeante des convois du Workers Aid for Bosnia dans les années 90, aujourd'hui à la tête de la Fédération des retraités de Grande Bretagne.

Le même processus s'est déroulé sur le continent. La résistance française a été menée par De Gaulle à Londres et les ouvriers communistes dans le maquis. Le conseil national de résistance a mis en place le même programme de grande rénovation sociale. En France aussi, où la bourgeoisie était en lambeaux après la capitulation et la collaboration avec Hitler, ce programme devait éviter la révolution. Au grand risque il fallait une grande contrepartie sociale. Le PCF et la SFIO, regroupant encore la majeure partie de la classe ouvrière, ont donné leur accord. Les acquis de 1936, plus rapidement perdus que gagnés, ont été regagnés et élargis. La classe ouvrière a raté l'occasion de prendre le pouvoir politique, mais elle a gagné des acquis substantiels pour les quarante années suivantes. Au moment où de nouveaux espoirs sont nés en 1981, après la victoire de Mitterrand, le même virage libéral s'est opéré vers l'arrière. Bruxelles a mis dans le même dispositif libéral les conservateurs et les socio-démocrates des deux côtés de la Manche. Aujourd'hui l'« Etat providence » est sur la voie de l'admission, tout est à recommencer, alors que l'idée du socialisme et de la révolution en tant que voie d'accès est largement voilé par les élucubrations anciennes et sans cesse réchauffées.

Ce film nous incite à réfléchir et à tirer des leçons. C'est déjà beaucoup dans une ambiance d'incrédulité et de démission intellectuelle. Les films de Ken Loach appartiennent à la classe ouvrière, autant par leur valeur culturelle que par leur sens politique.

R.P.

Craquements récents de l'édifice du capitalisme mondial

Il convient d'attirer l'attention de nos lecteurs sur deux événements majeurs actuels, qui, chacun à leur manière politique et économique – témoignent d'une aggravation considérable de l'agonie douloureuse du capitalisme-impérialisme. Il s'agit, d'une part, du véritable blocage politique de ce système, inhabituel et surprenant de sa part, devant la guerre civile en Syrie, l'étape actuelle de la décomposition de ses dispositifs au Proche et au Moyen-Orient. D'autre part, du nouveau rebond de la crise mondiale sous la forme, inattendue par beaucoup, de la chute générale du rythme de la croissance de la production dans la quasi-totalité des pays dits « émergents » : Inde, Russie, Indonésie, Brésil, Afrique du Sud, etc., Chine comprise. Cette chute est exprimée et accompagnée par un véritable bouleversement de leur système financier à travers la baisse brutale de la valeur de leurs monnaies, - à l'exception de la Chine. Le hasard voulait que tous ces problèmes graves de l'impérialisme arrivent à maturité et se concentraient à la réunion à Moscou des 20 pays considérés comme les plus importants, le fameux G20 les 7 et 8 septembre 2013.

Après avoir essayé de consolider le mécanisme branlant de l'impérialisme au Proche- et au Moyen-Orient, cette tentative s'est retournée en son contraire en Irak et en Afghanistan en accélérant sa décomposition dans toute la région. Cet échec historique a porté à nu ses faiblesses congénitales et ses contradictions. A tel point que devant l'essor de la révolution prolétarienne, même dans sa forme incomplète et inachevée en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient, il s'est trouvé quasi impuissant et tétanisé. La guerre civile en Syrie l'a entièrement paralysé : ses chefs ne savent plus bien quoi faire et comment faire pour rétablir ses positions dominantes. C'est sa seule préoccupation. Ses jérémiades face au sort pitoyable du peuple syrien ne sont que des façades hypocrites pour dissimuler son véritable souci. Plus précisément, l'existence d'un camp quasi-unanime de ceux qui préconisent l'abstention et l'inaction démontre le désarroi face à l'incertitude. Le bellicisme impérialiste s'est réduit aux rugissements d'un lion édenté. Mais méfiez-vous, - il reste un carnassier féroce !

Sur l'autre versant, il y a peu d'éléments qui pourraient mieux mesurer

la dimension notable l'impuissance et du recul du mouvement ouvrier que l'absence totale de sa voix et de son projet indépendants dans toute cette question.

Dans ces conditions le processus de la décomposition va continuer, comme on le voit déjà au Liban et en Turquie. Mais cette débandade sera aussi l'occasion dont les divers peuples opprimés (comme les palestiniens et les kurdes) se saisiront pour se libérer du carcan impérialiste et de ses satrapes locaux. Mais ceux-ci ne céderont pas, et toute la région risque de devenir le foyer d'une future guerre inter-impérialiste. Les pétards sont déjà sur place, et ils sont allumés.

L'autre événement d'une portée internationale considérable est la brusque détérioration économique des pays dits « émergents », avec la chute significative et rapide de leur croissance économique spectaculaire depuis le début de ce nouveau siècle. A la base de cette régression, il y a la décision de la banque centrale américaine de cesser l'émission artificielle de milliards de dollars sans contrepartie dans la production. Il est notoire que dans la dernière année seulement, cette banque a racheté des papiers sans valeur, des bons d'Etat pour 86 milliards de dollars mensuels (!) pour soutenir l'économie malade des USA.

Or dès l'annonce de cette mesure, les taux d'intérêts américains ont amorcé leur montée irrésistible. A tel point que les capitaux ont massivement déserté les économies de l'Inde et des autres pays « émergents ». Parallèlement, leurs monnaies se sont dangereusement dépréciées, exprimant ainsi la valeur réelle modeste de leur production. Du coup, la croissance réelle est apparue bien plus basse, comparée à celle masquée jusqu'ici. Même le rythme de la croissance en Chine a diminué, car ses exportations patinent. A l'échelle générale il s'agit d'un phénomène durable qui révèle l'interdépendance organique des économies nationales dans les contradictions de l'ensemble du système. Cette interdépendance, contrairement aux dires des adeptes d'une soi-disant « mondialisation », selon lesquels le niveau économique de cet ensemble de pays tendrait à s'égaliser – les plus arriérés rattraperaient les plus avancés (?) – conformément au schéma de développement des pays capitalistes avancés, fait en réalité ressortir et augmenter leur inégalité. En l'occurrence, le déplacement massif de dollars – expression de l'économie dominante des USA – agit au détriment des pays « émergents » et fait disparaître leur croissance fictive. Au lieu d'une « égalisation », ou d'un « rattrapage » harmonieux, il s'agit du développement des contradictions. A la place d'un capitalisme partout égal, profession de foi fantaisiste de ceux qui jurent par une « mondialisation » ou « globalisation », on retrouve les contradictions internes de l'impérialisme, au degré encore plus accentué. Les problèmes de la Chine, ayant un système économiste encore non capitaliste, se situent sur un autre plan, même si dans l'ensemble, elle n'échappe absolument pas aux forces contraignantes d'une interdépendance économique mondiale et ses contradictions.

Tout cet ensemble pousse aussi vers l'exacerbation d'une rivalité internationale, portant en elle le germe d'une nouvelle conflagration mondiale dont les signes précurseurs sont déjà perceptibles. Tout en signalant ces « nouveaux » problèmes graves, nous aurons l'occasion de revenir plus amplement sur ses aspects par la suite.

Balazs Nagy

(suite de la première page)

particulier par ceux de la coalition Front de Gauche, mais chaque fois les élus du PS ont rejeté ces propositions. Très significatif est que les élus écologistes ont toujours activement soutenu ce refus. Les auteurs rappellent que le maire PS de Paris, Delanoë, lui-même a expliqué son hostilité par les « arguments » empruntés au réactionnaire Furet, en opposition flagrante à l'opinion de Jean Jaurès. Ils démasquent aussi ces chasseurs de popularité que sont le « philosophe » Michel Onfray et le comédien Laurent Deutsch qui joignent leurs voix à celles des pires réactionnaires dans les calomnies contre-révolutionnaires.

Il va de soi que, révolutionnaires marxistes et entièrement solidaires avec le Front de Gauche, nous accueillons chaleureusement ce livre et ses

but, et nous recommandons sa lecture à tous ceux qui luttent pour la cause des travailleurs. D'autant plus que nous nous sentons aussi membres de cette coalition du Front de Gauche dans sa lutte pour la défense intransigeante des travailleurs, afin de préparer et de dégaucher la voie allant vers leur émancipation.

Précisément pour cette raison, nous nous permettons la critique, - que seules une amitié sincère et une alliance profonde autorisent, - que la défense de la Révolution française ne peut pas signifier la réalisation de sa copie conforme anachronique, mais implique son dépassement. Ainsi nous pensons que les auteurs du livre et le Front de Gauche en général se sont égarés vers un but que l'introduction du livre formule par « la nécessité d'une nouvelle

Révolution française, la Révolution citoyenne ».

En 1789-94, le nouveau concept « citoyen » a désigné ceux qui se dressaient contre le pouvoir de la noblesse. Mais aujourd'hui, parmi les citoyens français nous trouvons aussi bien les bourgeois et leurs serviteurs que les faux socialistes de Hollande et d'Ayrault. Certainement, le Parti de Gauche et son Front ne luttent pas pour la « révolution » de ces gens-là. Par contre, les travailleurs immigrés et les « sans papiers » par exemple ne sont pas des citoyens. Pourtant ils appartiennent pleinement au prolétariat français dont la révolution, effectivement, devrait constituer notre objectif commun. Il est donc grand temps de rejeter la formulation « citoyenne » dépassée, ambiguë et fautive de notre but qui ne peut être que la révolution prolétarienne.

Balazs Nagy

Frédéric Lordon

Front national, immigration et chômage

Dans une tribune sous le titre **Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas** l'économiste connu règle le compte aux préjugés sur l'immigration et oppose la souveraineté populaire (de gauche) à la souveraineté nationale (de droite). Il se met en colère :

« Car voilà le nouveau paysage de la nationalité : Bernard Arnault ? Pas français. Cahuzac ? Pas français. Johnny et Depardieu qui se baladent dans le monde comme dans un self-service à passeports ? Pas français. Les Mamadou et les Mohammed qui triment dans des ateliers à sueur, font les boulots que personne d'autre ne veut faire, et payent leurs impôts mille fois plus français que cette race des seigneurs. Le sang bleu évadé fiscal, dehors ! Passeport et bienvenue à tous les basanés installés sur le territoire, qui, eux contribuent deux fois, par leur travail et par leurs impôts, à la vie collective, double contribution qui donne son unique critère à l'appartenance de ce qui, oui !, continue de s'appeler une nation – mais pas la même que celle du Front « National ».

MEDIAPART, le 8 juillet 2013